

Un très grand chef : le général Mangin

Autor(en): **Charbonneau, J.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **110 (1965)**

Heft 7

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343255>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE MILITAIRE SUISSE

Direction-Rédaction: Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG Georges Rapp

Administration: Lt-colonel Ernest Büetiger

Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. 10-5209)

Annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT: Suisse: 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—

Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro: Fr. 1.50

Un très grand chef: le général Mangin

Comme ses contemporains Hubert Lyautey et Charles de Foucauld, Charles Mangin est originaire de nos Marches de l'Est; il naît le 6 juin 1866 à Sarrebourg, où son père, tout comme celui de Charles de Foucauld, est inspecteur des eaux et forêts. Sa famille, à l'instar aussi de celle d'Hubert Lyautey et de Charles de Foucauld, est de tradition légitimiste, fortement catholique, et constitue une pépinière de grands serviteurs de l'État, et particulièrement dans l'armée. Deux oncles de Charles Mangin ont été officiers: l'un meurt en 1864 comme général de brigade après avoir combattu longtemps en Algérie, puis au Mexique; l'autre participe à la guerre de Crimée, et aux campagnes d'Algérie et de Chine. Ce sont les récits de ces expéditions qui bercent les premières années de notre héros, mais une grave secousse le marquera pour toute sa vie: c'est l'invasion de la Lorraine au lendemain des premières défaites de 1870, et il sera alors séparé de ses parents, car ceux-ci, des « résistants » avant la lettre, seront emprisonnés par les Allemands pendant toutes les hostilités. A la signature de la paix, ils déclarent désirer rester Français, et l'inspecteur des eaux et forêts s'en va exercer ses fonctions en Algérie. C'est pour le

jeune Charles un nouveau décor d'existence sur lequel il ouvre ses grands yeux. Mais il n'oubliera jamais son enfance à Sarrebourg, et pendant la guerre 1914-18, il écrira : « Je suis Lorrain de père, de mère, de naissance, et il n'est guère de jour où je n'ai songé à reprendre la terre où fut mon berceau et qui garde la tombe des miens ».

Avec cet état d'esprit, c'est évidemment du côté de Saint-Cyr que le collégien Charles Mangin souhaite diriger ses pas. Mais cet élève très intelligent n'est guère travailleur et discipliné, et à plusieurs reprises il manque de se faire renvoyer du lycée Saint-Louis. Candidat malheureux aux examens de Saint-Cyr en 1884, puis en 1885, alors que sa famille a en ce moment des revers de fortune, il écrit à un camarade : « Oui, j'ai été honteusement recalé et pour la deuxième fois. Comme il n'y a pas de raison pour que cela finisse et que la fortune de mes parents ne me permet pas de tenter un troisième ou quatrième assaut à Saint-Cyr, je prends une autre porte, beaucoup moins avantageuse, mais plus sûre, je m'engage dans le régiment du colonel Garnier des Garrets. C'est un ami de la famille sur lequel nous pouvons compter. » C'est ainsi que Charles Mangin se voit incorporer, comme troupier de 2^e classe, au 77^e d'infanterie à Cholet. C'est une paisible garnison angevine où l'on ne rêve sans doute pas beaucoup d'exploits guerriers au-delà des mers, mais où des gars solides, descendants des fiers Vendéens, accomplissent avec ponctualité et discipline tous les rites de la vie militaire.

Ambiance excellente pour notre écervelé, et d'autant plus que le colonel des Garrets, qui a pris en affection ce « petit diable de Charles » comme il l'appelle, le confie aux soins d'un capitaine sévère et juste, et se fait lui-même le meilleur conseiller du jeune soldat. Ce dernier réfléchit, et, l'amour-propre aidant, sollicite de son chef de pouvoir reprendre sa préparation à Saint-Cyr. Nommé caporal, il est mis en congé d'études et retourne au lycée Saint-Louis où il a la bonne fortune de tomber sur un professeur de mathématiques qui sait se faire comprendre de cet esprit assez primesautier. Et c'est ainsi

qu'il est admis à Saint-Cyr, en octobre 1886, avec la promotion dite de Châlons.

Las ! Tout comme Charles de Foucauld, c'est un « cosaque » sur lequel pleuvent dru les jours de salle de police pour manque de tenue, retards, mauvaises notes, etc. ; il est vite classé comme « mauvais élève », et il s'en vante. « Je suis un mauvais élève, écrit-il pendant les vacances de 1887, entre les deux années de cours. Aussi je ne dirai pas de mal des bons, ce serait trop facile, mais tout ce qui pense, tout ce qui a dans le commandement autre chose que la leçon piètrement récitée, vient de la tribu des mauvais élèves... »

« Mais pour qu'ils puissent se développer malgré les intempéries des saisons dont une serre chaude protège les bons élèves, il faut qu'ils se soient fait certaines règles qui les attachent au sol, les empêchent d'être emportés par l'orage qu'ils ont bravé.

« Il me semble que dans notre métier, l'abnégation militaire est la racine qui peut nous permettre de rester debout. »

Ce n'est pas si mal raisonné pour un « mauvais élève », un membre du « Conseil des Fines », c'est-à-dire, à Saint-Cyr, le groupe des dix derniers de la promotion.

Malgré ce rang peu reluisant, le sous-lieutenant Charles Mangin choisit à sa sortie de l'École, l'infanterie de marine et il rejoint le 1^{er} octobre 1888 le 1^{er} régiment de cette arme à Cherbourg. Là, il est probable qu'il mène une existence assez turbulente, selon la tradition de la Marine, où aucune négligence, aucune défectuosité n'est tolérée à bord ou dans les établissements militaires, et où par contre on fait preuve d'une indulgence souvent excessive pour toutes les frasques commises à terre ou en dehors des quartiers. J'ai encore connu cette époque des monômes d'officiers, — officiers supérieurs en tête, — parcourant joyeusement, à minuit passé, les rues des ports. Mais le lendemain matin, malheur à ceux qui ne se présentaient pas devant leur troupe à l'heure dite et en tenue impeccable ! Cette camaraderie très poussée avait un bon côté : le jeune officier approchait ceux de ses anciens qui rentraient

l'un du Soudan, l'autre de l'Extrême-Orient, l'autre des Isles, où chacun avait combattu, créé des pistes, administré des populations. Et ces longues conversations de popote ou de café, entre gens passionnés de leur métier aventureux, constituaient pour les jeunes sous-lieutenants la meilleure des écoles.

* * *

Par tradition familiale, c'est l'Afrique qui tente Charles Mangin, et en octobre 1889 il va rejoindre au Sénégal le colonel Archinard qui prépare une expédition contre Ségou, capitale d'un brillant chef noir, Ahmadou. Il s'y trouve en bonne compagnie; il y a là notamment un capitaine de marsouins qui s'appelle Marchand, un lieutenant de cavalerie nommé Laperrine, celui que plus tard le Père Charles de Foucauld qualifiera d'« ami incomparable ». Pendant plus d'un an, de février 1890 à février 1891, il participera à une dizaine de combats, est cité, puis le 24 février 1891 est blessé à celui de Diana. Quelques jours plus tard, il écrit à son père ces lignes admirables: « Ton sang a arrosé une fois de plus les terres lointaines, mon cher papa; il a bien coulé à cet assaut et par trois blessures; j'étais plein d'orgueil et bien heureux de la joie que tu aurais d'apprendre qu'il n'avait pas dégénéré dans mes veines ».

A peine remis, il va prendre part à une nouvelle colonne du colonel Archinard, mais dirigée cette fois contre Samory. Il remplace Laperrine à la tête d'un peloton de spahis auxiliaires, provenant pour la plupart de ses anciens tirailleurs et il ne cache pas sa joie à sa famille: « Je fais un spahi parfait; aussi c'est Saint-Georges qu'il faut invoquer désormais en ma faveur, avec Saint-Bernard et Saint-Louis, patrons des Croisés. » Adjoint au commandant du cercle de Kankan, nouvellement occupé, il va pendant plus d'une année faire un apprentissage sérieux du métier d'administrateur, et ne l'interrompra que pour revenir en France recevoir les insignes de la Légion d'honneur à la revue de Longchamp, le 14 juillet 1893.

Bienheureuse croix de la Légion d'honneur: de retour en Afrique, au cours d'une nouvelle colonne dans la région de

Djenné, tandis que son cheval s'abat percé de flèches, l'une d'elles, écrira-t-il, frappe l'effigie de sa croix et en courbe les branches, le sauvant d'une mort certaine. Le jeune officier, recuit par les soleils, maigre et solide, est devenu un vrai chef d'Afrique. Il marche à la tête de ses soldats noirs sans souci des périls, et il répartit équitablement les tâches et les récompenses. Son prestige sur eux est considérable, et l'on peut déjà lire dans les notes du lieutenant Charles Mangin cette appréciation : « Ses hommes le croient d'une race de Blancs supérieures aux autres ; avare du sang de ses soldats et prodigue du sien. »

C'est en 1895, pendant une reprise de contact, à Cherbourg, avec le service dans nos unités de France, que le capitaine Marchand lui propose de participer à la fameuse expédition Congo-Nil, qu'on dénommera plus tard « de l'Atlantique à la Mer Rouge ». Il ne s'agit rien moins que de couper aux Britanniques la route du Cap au Caire, et en même temps, et surtout, de les empêcher de relier cet itinéraire à leurs installations du golfe du Bénin, dans l'actuel Nigeria, ce qui eût arrêté net notre propre expansion au centre de l'Afrique. Projet grandiose et dont l'exécution est confiée à un simple capitaine ! Mais ce dernier s'appelle Marchand, et il n'est que de parcourir la liste des collaborateurs qu'il s'est choisis pour juger de son tempérament de chef : avec Mangin qu'il a apprécié dans toutes les colonnes du Haut-Sénégal et du Soudan, un brillant polytechnicien, le capitaine Germain, de l'artillerie de marine, un cavalier le futur général Baratier, un marsouin qui deviendra le général Largeau, et quelques autres dont je détache le nom du docteur Emily, belle figure de savant et de soldat, prototype de nos médecins des troupes de marine.

Je ne m'attarde pas sur cette épopée bien connue. Après une préparation très minutieuse d'une année cette colonne de quelques centaines de Noirs, encadrés par une dizaine de Blancs, se rassemble à Brazzaville, en janvier 1897, remonte en vapeur, puis en pirogue le Congo et son affluent l'Oubanghi, pour s'enfoncer sur près de 1500 kilomètres dans une zone de

brousse épaisse ou de marais, et où l'on se heurte à des tribus belliqueuses. Le Nil est atteint au début de juillet, et Marchand prend possession de Fachoda au nom de la France.

Mais c'est bientôt l'ultimatum de lord Kitchener, la fière attitude de cette poignée de troupes françaises face aux canonnières et aux transports britanniques chargés de plusieurs bataillons et de 40 canons... et en définitive l'ordre venu de Paris d'évacuer Fachoda. La rancœur de Mangin est grande et il écrit au général des Garrets, son ancien mentor de Cholet :

« Ainsi tous nos efforts aboutissent, pour la France, à un affront comme elle n'en a pas subi depuis la guerre de 1870... J'ai éprouvé la plus grande colère de ma vie et j'espère ne jamais revivre de pareils instants... »

Hélas ! Depuis Fachoda, nous avons connu d'autres abandons, et plus sévères. Mais je puis témoigner de l'émotion profonde qui étreignit alors tous les Français, et de toutes les classes de la société, en apprenant que nous avons dû abaisser notre pavillon dans ce lointain petit poste du Haut-Nil.

* * *

Le capitaine Mangin, déjà officier de la Légion d'honneur, est promu chef de bataillon en février 1900 : il n'a pas trente-quatre ans. Il partage la popularité de Marchand et de ses compagnons. Mais nous sommes au lendemain de l'aventure boulangiste et en pleine affaire Dreyfus. Un chef militaire acclamé ne tarde pas à apparaître comme un factieux en puissance : les dures fatigues de l'expédition obligent Mangin à séjourner deux années en France ; il en profite, comme Lorgeau, pour préparer — et obtenir — le brevet direct d'état-major, et le général de Lacroix désire le prendre à l'état-major de l'armée. Mais le ministre de la guerre, le général André, dont la réputation de sectarisme est bien établie, se refuse à admettre dans ce haut organisme un officier à priori suspect. Celui-ci postule donc un commandement outre-mer : conformément au principe, d'ailleurs excellent, qui a toujours régi les troupes de marine, le commandant Mangin s'en ira cette

fois non plus vers l'Afrique, mais au Tonkin où tout en diffère, terrains, climat, races, religions, et où, grâce à ces contrastes, il achèvera sa formation de chef colonial complet dans le commandement du Cercle de Bao Lac, à la frontière de Chine, pendant trois ans.

Un autre séjour en France, au cours duquel il épouse M^{lle} Cavaignac, descendante du Conventionnel et fille de l'homme intègre qui fut ministre de la marine, puis ministre de la guerre lors de l'affaire Dreyfus — et ne modifia jamais ses impressions premières. Cette union, parfaite à tous égards, ne pouvait cependant qu'accroître les suspicions d'ordre politique envers le commandant Mangin. A la chute du ministère Combes, il y a toutefois une détente et celui-ci, promu lieutenant-colonel avec quelque retard, n'en est pas moins désigné en 1906 pour exercer à Dakar les fonctions de chef d'état-major du Général commandant supérieur des troupes, un grand Africain, le général Audéoud. Ses vœux sont comblés, car il va trouver là un marchepied pour lancer son idée de l'organisation d'une grande force noire au service de la France. Bien entendu il ne néglige pas le problème d'une solide assise de notre pays au cœur même de l'Afrique, mais il pense surtout à la Défense nationale, à la Revanche à laquelle ce Lorrain n'a jamais renoncé, et dans ses vues figurent vraiment quelques lueurs prophétiques : « Le succès final, écrit-il, nous attend dans une lutte de longue durée où la puissance du crédit, la maîtrise de la mer, l'entrée en ligne d'alliés lointains nous procureront sans cesse des forces nouvelles : la Force noire s'ajoutera à toutes les autres... Tant que nous garderons un port et la maîtrise de la mer, il ne faudra pas désespérer du succès. Dans l'état actuel de l'Europe, la Force noire fera de nous le plus redoutable des adversaires... ».

Seulement le gouvernement est assez froid devant ces arguments, et par ailleurs il y a, dans les hautes sphères militaires, un préjugé défavorable à l'égard des coloniaux, ces errants que peut-être des instincts dépravés poussent vers les cieux voluptueux des tropiques et qui évidemment ne sauraient se

préparer sérieusement à une campagne continentale! Mangin va faire appel à l'opinion par des articles dans la *Revue de Paris*, et dans la grande presse. Des chefs illustres comme Archinard entrent alors en lice, et finalement le parlement, presque à l'unanimité, adopte les crédits demandés pour la réorganisation méthodique des contingents noirs, et l'envoi, à titre d'essai, de deux bataillons sénégalais en Algérie. L'essai sera vite concluant, et il ne se passera guère d'années avant que ne devienne une réalité cette Force noire, dont plus de cent bataillons allaient se couvrir de gloire, au Maroc d'abord puis au front français, aux Dardanelles et à l'Armée d'Orient.

* * *

Un nouveau champ d'opérations, et à sa mesure, va s'ouvrir à l'activité du colonel Mangin qui, en 1912, commande à Cherbourg, le 1^{er} régiment d'infanterie de marine: c'est le Maroc, et ce dernier rêve d'en faire un terrain d'expériences pour l'utilisation des troupes noires, mais non pas employées un peu comme les boys des autres troupes ou seulement pour la construction de pistes. Il veut de belles unités combattantes, et dans cette vue il propose au général Moinier, commandant alors le Corps expéditionnaire, et d'ailleurs très réticent au début, d'aller lui-même au Sénégal sélectionner des bataillons et les préparer à une lutte sur un terrain nouveau et contre de rudes adversaires montagnards. Mais cette réalisation est encore en cours lorsque les événements se précipitent au Maroc, dont Lyautey prend en main les destinées. A Fès, au début de juin une situation tragique est conjurée en grande partie grâce à l'action de deux brillants marsouins, le jeune général Gouraud et le colonel Mazillier. Mais au Sud, un prétendant, El Hiba se proclame sultan à Tiznit, et s'établit à Marrakech. Des Européens y sont retenus comme otages et leur sort est très précaire.

Lyautey confie alors à Mangin, rappelé en hâte du Sénégal avec un embryon de régiment noir, une colonne de 5000 hommes de toutes armes; celui-ci se déclare vite enchanté de

ses Sénégalais qui ont aisément supporté les rudes écarts de température du bled marocain et ne se sont pas laissés intimider par les Chleuhs. L'occupation de Mazagan puis une descente prudente vers le Sud amène Mangin au contact du camp d'El Hiba, à Ouham. Il l'enlève d'assaut, et demande à Lyautey, qui serait enclin à négocier, l'autorisation de foncer sur Marrakech d'où notre ami le Glaoui nous adresse de pressants appels. C'est le 2 septembre seulement que le Proconsul envoie sa décision : « Allez-y carrément ! ». Le 6 septembre, après avoir parcouru 75 kilomètres en trente heures, la colonne remporte un succès total à Sidi-Bou-Othman. Mangin lance une colonne légère sur Marrakech, où les prisonniers sont délivrés le soir même. Il y fera le 9 septembre une entrée triomphale, et le 10 octobre, en venant lui remettre au nom du gouvernement la cravate de Commandeur de la Légion d'honneur, Lyautey célébrera le jeune chef qui, s'écria-t-il, « a fait chanter au coq gaulois le plus éclatant réveil qu'on ait entendu depuis longtemps ».

L'épopée marocaine de Mangin n'est pas terminée. Des tribus dissidentes se maintiennent dans l'Atlas. Il a pour tâche de pacifier la zone entre l'Oued Zem et Kasba Tadlah et d'abattre le chef des rebelles dont la résidence est Ksiba. Ce sera une tâche dure, et qui s'échelonnera sur de longs mois. Enfin Ksiba est enlevé le 10 juin 1913, et toute la rive droite de l'Oum-er-Rebia est pacifiée.

* * *

C'est un mois plus tard que je prends un premier contact avec ces deux grands soldats coloniaux, Gouraud et Mangin. Modeste lieutenant, je fais partie, comme eux, des délégations des troupes d'outre-mer venues recevoir à Longchamp, le 14 juillet 1913, des mains du Président Poincaré, les drapeaux destinés aux régiments d'outre-mer de toutes races. Très belle cérémonie, au cours de laquelle le général Gouraud et le colonel Mangin (il ne sera nommé général que quelques semaines plus tard) sont le point de mire de la foule; mais je ne l'évoque pas

sans un serrement de cœur en raison de l'affront immérité infligé à nos soldats de couleur, marocains, sénégalais, algériens, tunisiens, indochinois, malgaches. Le commandant de la place de Paris a prescrit en effet que ces détachements ne quitteraient Longchamp qu'une heure après l'écoulement de la foule, redoutant qu'un geste ou un cri de quelque antimilitariste ne provoquât à l'adresse de la population parisienne une réaction sanglante de ceux que cet officier général, mal informé ou malveillant, osa qualifier de « sauvages ». Le colonel Mangin rentra certainement ce jour-là une colère comme celle qu'il eut en apprenant l'ordre d'évacuer Fachoda!

Ces sauvages-là devaient un an plus tard accourir au secours de la France meurtrie, et bien souvent mourir pour elle. Voici la guerre de 1914. Elle trouve Mangin jeune général de brigade; il la terminera comme Général d'Armée, et après combien de vicissitudes, d'événements tragiques, et finalement de glorieuses victoires! Je me borne ici à mentionner les diverses missions qui lui furent confiées: le commandement d'une brigade du 3^e Corps, avec laquelle il figurera pendant toute la retraite et à la bataille de la Marne, puis d'une division dans divers secteurs du front, et notamment à la fin de 1915 sur la Somme, puis d'un groupement de divisions sur le front de Verdun au printemps de 1916. Là il va donner toute sa mesure, d'abord en stoppant net l'avance des Allemands, puis en reprenant l'initiative des opérations au cours de nombreux combats dont le plus célèbre est la reprise du Fort de Douaumont.

Les méthodes qu'il a expérimentées dans ce secteur semblent devoir, par une généralisation peut-être trop facile, servir de modèle et de base à une très large offensive que réclame d'ailleurs l'opinion publique pour le printemps de 1917: Mangin a toute la confiance du nouveau généralissime, le général Nivelle, et, face au Chemin des Dames, c'est lui qui avec la VI^e Armée aura le rôle principal. Ces opérations échouent, fortement gênées par un temps de neige et de froid, et aussi parce que les Allemands réfugiés dans les creutes

profondes du Chemin des Dames ont été épargnés par notre violente préparation d'artillerie. Nos pertes sont sanglantes. Le moral de la nation et aussi celui de nos soldats fléchissent. Il faut des boucs émissaires. Avec Nivelle, Mangin sera l'un d'eux. Pendant plusieurs mois il sera traité en pestiféré, interdit de séjour... Mais l'arrivée du Président Clemenceau à la tête du gouvernement lui permettra, à l'automne, de recevoir un nouveau commandement, moins important il est vrai, celui d'un corps d'armée.

En juin 1918, il reconquiert de haute lutte ses étoiles de commandant d'armée en arrêtant net, dans la région de Compiègne, les Allemands en route sur Paris. Le mois suivant, aux côtés du général Degoutte, il remporte sur ces derniers, empêtrés dans la poche de la Marne, le 18 juillet, une victoire décisive à l'est de Château-Thierry. L'adversaire entame son repli. Mangin le rejette en août sur l'Oise et l'Ailette, efface en septembre sa défaite du 16 avril 1917 en s'installant sur toute la longueur du Chemin des Dames, de Laffaux à Craonne; en octobre, il enfonce la ligne Hindenbourg et, en novembre, il reprend pied dans sa Lorraine natale et entre triomphalement dans Metz. Il y est victime d'un grave accident de cheval qui pendant plusieurs jours mettra sa vie en danger.

* * *

Revenons en arrière, et soulignons quelques traits de caractère de l'homme de guerre. Et tout d'abord la confiance et la belle humeur. Mon camarade le lieutenant-colonel Bugnet a relaté l'anecdote suivante. Pendant la retraite de 1914, Pétain, nouvellement promu général de brigade, et Mangin, que le hasard a réunis sur le bord d'une route, s'apprêtent à déjeuner. Le premier, accablé de fatigue, sort d'un sac de papier un morceau de viande froide, un quignon de pain et du fromage. L'ordonnance de Mangin, au contraire, étend une nappe sur une table improvisée et apporte un filet de bœuf chaud, des pommes de terre frites, de la salade et une bouteille de bon vin. « Comment faites-vous cela? demande le général Pétain, ne

savez-vous pas que nous sommes à la guerre? » — « C'est précisément pourquoi j'ai besoin d'être bien nourri, réplique Mangin, j'ai fait la guerre toute ma vie et je ne me suis jamais senti mieux qu'à présent. Vous avez fait la guerre quinze jours et vous êtes presque mort. Suivez mon conseil et nourrissez-vous convenablement. »

Cette anecdote éclaire bien l'opposition de ces deux caractères, l'un profondément réfléchi, un peu hautain, enclin peut-être à un certain pessimisme, et l'autre, débordant de dynamisme, et d'un optimisme qu'il sait faire rayonner autour de lui.

Mais cet optimisme ne va jamais sans lui avoir fait peser au préalable tous les risques, ce qu'un autre grand Saint-Cyrien que nous pleurons tous, le général Weygand, attribue à la fois à son expérience des campagnes coloniales et à sa parfaite connaissance de l'Histoire. Et, lors de l'inauguration de la statue de Mangin, dans l'éloge qu'il prononçait en lieu et place du Maréchal Foch, décédé quelques jours plus tôt, Weygand ajoutait: « Quand on le voit dans cette prestigieuse existence de soldat conquérant et civilisateur, on sent poindre aux premiers jours, puis se développer avec le temps, ses qualités d'intrépidité, d'audace réfléchie, d'humanité qui devaient en faire un chef dans la plus complète acception du mot. »

L'humanité! Il faut souligner ce mot, car une certaine littérature défaitiste et antifrançaise a longtemps accusé Mangin, dénommé tantôt le « boucher de Verdun », tantôt le « broyeur de Noirs », d'avoir envoyé stupidement au massacre des milliers de soldats noirs et de Français. C'est ce contre quoi s'élève avec véhémence son compagnon d'armes Gouraud qui écrit à propos de l'énergique contre-offensive de juin 1918, où Mangin n'admit aucune objection de ses subordonnés: « C'est dans l'action du 11 juin 1918 que s'applique peut-être le mieux à la carrière du général Mangin la phrase célèbre de Bossuet, dans l'oraison funèbre du prince de Condé: « On croit qu'il expose ses troupes; il les ménage en abrégeant le temps des périls par la vigueur des attaques ».

Certes, l'échec du Chemin des Dames en avril 1917 lui est alors durement reproché, et combien a-t-il dû souffrir lui-même en apprenant les véritables hécatombes des tirailleurs sénégalais du 2^e Corps colonial, tourbillonnant dans une neige glaciale sous une mitraille implacable ! Pourtant les communiqués allemands des 16, 17 et 18 avril sont presque aussi pessimistes que les nôtres, et devant le 1^{er} Corps colonial, qui a attaqué en équerre la position du Chemin des Dames, l'adversaire esquisse un repli dans ce qu'on dénomme la « poche de Condé ». Mangin se cramponne à l'espoir que ce n'est là, de la part des Allemands, que l'amorce d'un repli bien plus large, et qui justifierait quelque peu nos sacrifices du 16 avril. A son P.C. de Fismes, on s'impatiente, avide de nouvelles, et d'autant plus que les transmissions terrestres ou aériennes ont été rendues presque impraticables en raison de la neige et de la pluie. Le général Berdoulat, commandant le 1^{er} Corps colonial, à l'état-major duquel je sers, me charge d'aller rendre compte de vive voix au général Mangin des résultats obtenus, de ses prévisions et de ses intentions. Mais sur les routes et pistes défoncées, les embouteillages sont tels que je mets sept heures pour parcourir les quelque vingt kilomètres séparant Juvigny de Fismes, où m'attend avec une impatience fébrile le général Mangin. Hélas ! Entre temps tous mes renseignements sont devenus caducs ou déjà connus de lui par d'autres voies. Je subis le contrecoup de son mécontentement : « Pensez, Monsieur, que le Président de la République m'a téléphoné trois fois cet après-midi pour me demander les renseignements qu'en définitive vous ne m'apportez pas. » J'ai l'impression d'être le vaincu de la journée, et je reprends ma route dans la nuit sans que personne ne m'ait même invité à me restaurer.

Mais dans les jours qui suivent, le général Mangin exprime au général Berdoulat tous ses regrets de l'accueil un peu frais qui a été réservé à son envoyé.

Mangin, relevé de son commandement de la VI^e Armée, subit alors un véritable calvaire. Toutefois, le conseil d'enquête constitué pour rechercher les responsabilités du sanglant échec

— et qui comporte les généraux Foch, Gouraud et Brugère — va le laver de toute impéritie, en déclarant: « Le général Mangin n'a malheureusement pas assez été écouté dans ses réclamations relatives à l'insuffisance de l'artillerie et des services de l'aviation, lorsqu'il insistait pour l'ajournement de la bataille jusqu'aux premiers jours de mai. » Et à ce sujet le général Weygand faisait plus tard ce commentaire: « Il estimait à juste titre qu'une offensive vigoureusement menée est moins coûteuse que des opérations timidement conduites; mais il aimait le soldat, et s'il voulait le voir victorieux, il faisait tout pour que ce fût avec le moins de sacrifices possibles. »

Absous, après sept mois d'une inaction qui lui pèse, Mangin est rappelé non pas à la tête d'une armée, mais d'un corps d'armée. L'offre lui paraît insultante; toute une nuit il marche de long en large ruminant dans quels termes il rédigera un refus hautain. Mais, plus haut que son amour-propre, il voit le salut de la patrie, et Clemenceau, en recevant son acceptation, lui écrit: « Vous avez noblement fait céder le sentiment personnel au devoir militaire. Aucun de ceux qui vous connaissent ne peut s'en étonner. » Peut-être, en cette nuit douloureuse, Mangin s'est-il souvenu de ce qu'écrivait le Saint-Cyrien de 1887, le membre du « Conseil des Fines », sur l'abnégation militaire « qui seule peut nous permettre de rester debout ».

* * *

Mangin est coutumier de ces revers de fortune et de ces rétablissements: toute sa carrière est jalonnée d'arrêts de rigueur, de disgrâces, alternant avec les retours de faveur et les acclamations populaires. L'après-guerre lui réserve un pinacle d'où il sera jeté bas brutalement: c'est le commandement suprême des troupes françaises d'occupation en Rhénanie et il s'en vient siéger à Mayence dans le palais Grand Ducal. Ce grand seigneur se sent là tout de suite à sa place, et sa politique est à la fois de prestige et d'entente avec ces Rhénans, qui sont un peu nos frères de race et de culture.

Je laisse à un autre très grand Saint-Cyrien, Franchet d'Esperey, le soin de synthétiser sa manière: « Ce soldat proconsul se révéla comme l'administrateur le plus adroit, le plus diplomate et plus averti, l'hôte le plus courtois. La magnifique couronne d'enfants que lui avait donnée une admirable épouse conférait à cet homme de guerre un aspect étrangement patriarcal. Nourri d'histoire, amoureux de la grandeur nationale, il voulait que la force française campée sur le Rhin y fît son œuvre définitive. Comme Hoche, son glorieux prédécesseur, il s'efforce de rapprocher de nous les populations du pays occupé, il laisse agir les nationalistes rhénans qui veulent libérer leur pays de l'emprise prussienne, et créer un état autonome... »

Peut-être ce grandiose projet était-il prématuré? En tout cas, désavoué par Clemenceau, Mangin est rappelé en France à l'automne 1919.

Alors, ce seront les années grises. Membre du Conseil supérieur de la guerre, du Comité de défense des colonies, Inspecteur général des troupes coloniales, ses avis pertinents sont toujours écoutés. Mais ce n'est plus là un commandement direct, pour lequel cette nature ardente semble avoir été créée. En 1922, une mission officielle dans tous les pays de l'Amérique du Sud lui apporte une diversion: toutes ces populations acclament cet ambassadeur de belle prestance, mais qui est aussi aurolé des plus authentiques victoires sur maints champs de bataille. Puis, il écrit, et il n'est que de citer les titres de ses principaux ouvrages pour retrouver les préoccupations de toute sa vie: *Lettres du Soudan, Souvenirs d'Afrique, La Force Noire, Comment finit la guerre, Des hommes et des faits* — ces hommes sont Hoche, Marceau, Napoléon, Gallieni — *Regards sur la France d'Afrique, Autour du Continent latin*. Il dirige aussi l'élaboration de ce qui est plus qu'un règlement militaire, mais une véritable œuvre littéraire pleine de psychologie: *Le Manuel à l'usage des troupes employées outre-mer*. Il aime se retrouver au milieu de ses anciens compagnons d'armes, notamment les coloniaux, et j'ai le souvenir d'un

dîner d'adieu offert en octobre 1924 à un magnifique soldat, le général Mazillier, le brillant défenseur de Reims à la tête du 1^{er} Corps colonial. Nous étions plus de 300 : en termes vibrants, Mangin remercia le général Mazillier au nom de ses chefs, et j'eus l'honneur de prendre tout aussitôt la parole au nom de tous ses subordonnés.

Pour nous tous, Mangin restait un drapeau. Tous, nous aurions désiré le voir entrer à l'Académie française — ce qui se serait certainement produit à la première occasion — et accéder à la dignité de Maréchal de France. Mais plus peut-être que pour l'Académie, il existe pour le Maréchalat un 41^e fauteuil. Or, à cette époque, au lendemain des élections de 1924 qui a chassé du Parlement la « chambre bleu-horizon », le général Mangin est mal vu des sphères officielles, et d'ailleurs sans motif bien défini : sans doute il eut quelques mots durs pour les politiciens, il est le petit-fils d'un préfet de police de Charles X, le gendre de Cavaignac, qui avait été l'ami de Déroulède, il a eu un frère prêtre, et il est catholique pratiquant et chef de famille nombreuse... Tout cela ne constitue vraiment pas un grave danger pour la République ! Et cependant, lorsque, à la mi-mai 1925, il est emporté en deux jours par une crise d'urémie, aucun membre du gouvernement n'ose assister à ses obsèques, les ministres de la guerre et des colonies se font seulement représenter par un officier, et l'on refuse son inhumation aux Invalides, sous le prétexte qu'il aurait fallu une loi à cet effet. Il existe alors une opposition active au Parlement, et celle-ci obtient plus tard qu'une telle loi soit votée, mais pour qu'elle ne semble pas viser spécialement Mangin, en lui accordant une sorte de « réhabilitation morale », la loi de 1929 édicte que tous les Commandants d'armée pourraient être inhumés aux Invalides. C'est ainsi que sa dépouille est ramenée dans la chapelle des Invalides, mais dans une fournée de bénéficiaires, dont certains n'ont été à la tête d'une armée que quelques mois sur des fronts statiques, et n'ont à leur actif aucune victoire : c'est une sorte de nivellement par la base !

Du moins, tout le long du trajet des Invalides au cimetière Montparnasse, c'est entre deux haies très compactes de Parisiens profondément recueillis, que les anciens combattants escortent leur grand chef. On se montre dans le cortège M^{me} Mangin, épouse douloureuse, accompagnée de ses huit enfants vêtus de noir. Je suis non loin de la fosse lorsque, dans un silence impressionnant, on y descend le cercueil; nous avons tous le cœur serré et les larmes aux yeux comme s'il s'agissait d'un deuil familial.

Un deuil familial? Sur la disparition de Mangin, Weygand a dit: « Que de bien il eût pu faire encore à la France! » Et, de fait, il n'était l'aîné de ce dernier que de sept mois. Quand on considère la vitalité gardée par le général Weygand jusqu'à sa mort, son dynamisme, son activité physique et intellectuelle pendant toute la période angoissante des années tragiques de la deuxième guerre mondiale, de l'invasion, de la reconstitution de notre armée en Afrique, on peut en conclure que lui aussi, s'il eût survécu, le général Mangin, dans ces années-là, aurait joué un rôle de tout premier plan, grâce — et je reprends les paroles de Weygand — « à ses incomparables qualités de chef, cette intelligence vive et large, ce caractère intrépide et ferme, cette humanité et cette bonté qu'ont appréciés tous ceux qui l'ont approché et qui n'ont pu l'approcher sans l'aimer ». Et c'est pourquoi sa disparition a été plus qu'un deuil familial, mais un deuil pour la France tout entière.

Général J. CHARBONNEAU
